

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité Galliane
9 avenue Antoine Dufau
40000 Mont-de-marsan

Mont-de-marsan, le 18/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/02/2026

Contexte et constats

Publié sur 

VERMILION REP S.A.S.

1762 Route de Pontenx les Forges
B.P. n° 5
40161 Parentis-En-Born

Références : -

Code AIOT : 0005201767

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/02/2026 dans l'établissement VERMILION REP S.A.S. implanté 1762 Route de Pontenx les Forges B.P. n° 5 40161 Parentis-en-Born. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VERMILION REP S.A.S.
- 1762 Route de Pontenx les Forges B.P. n° 5 40161 Parentis-en-Born
- Code AIOT : 0005201767
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société VERMILION REP SAS exploite un dépôt de stockage de pétrole brut dans les Landes (40). L'exploitation utilise plusieurs puits pétroliers sur et à proximité du lac de Biscarosse dans le but d'extraire du pétrole brut, de l'eau et du gaz. L'effluent pétrolier est collecté par 3 collecteurs sur le site de Parentis-en-Born:

- un collecteur pour le secteur Nord du champ de Parentis;
- un collecteur pour le secteur Sud du champ de Parentis;
- un collecteur pour le secteur Lucats Cabeil Parentis.

L'ensemble des puits produit environ 230 m³/j d'huile (pétrole brut), 10 500 m³/j d'eau et 3 000 m³/j de gaz.

Le pétrole brut est traité sur le site puis expédié par pipeline (canalisation enterrée) vers le site d'Ambés en Gironde. La quantité de pétrole qui y transite par jour est environ de 230 m³/j. Le gaz qui est collecté par les séparateurs est envoyé vers le système de traitement des gaz du site.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	MMRi n° 3	Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 et 5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Notice de réexamen EDD et mise à jour de l'EDD du 20/09/24	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2 et 7.3	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 26 février 2026 a porté sur l'examen de la mesure de maîtrise des risques instrumentée (MMRi n°3) relative au poste de déchargement camion, ainsi que sur l'analyse des éléments de dimensionnement des scénarios accidentels figurant dans l'étude de dangers.

L'inspection a permis de constater que l'exploitant n'a pas correctement identifié le périmètre des équipements constituant la MMRi n°3, notamment en ce qui concerne l'actionneur assurant la fonction de sécurité. Cette situation conduit à une mauvaise identification de la chaîne de sécurité et à la mise en œuvre de tests ne permettant pas de vérifier explicitement la fonction de sécurité attendue, à savoir l'arrêt de la pompe de déchargement sur détection.

Il apparaît également que les exigences de performance associées à la MMR, notamment en matière de temps de réponse, ne sont pas correctement identifiées ni vérifiées par l'exploitant. Les tests réalisés ne permettent pas de démontrer le respect des exigences définies dans l'étude de dangers.

Par ailleurs, l'examen de la mise à jour de l'étude de dangers fait apparaître des incohérences entre les notes de calcul et les distances d'effets associées à certains scénarios, ainsi qu'une présentation insuffisamment explicite des hypothèses de modélisation et des résultats par scénario, ne permettant pas de vérifier la cohérence entre les hypothèses retenues et les distances d'effets présentées.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le préfet, en application

de l'article L.171-8 du code de l'environnement, le projet d'arrêté de mise en demeure joint au présent rapport.

Conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement, l'exploitant est invité à transmettre ses observations dans un délai de quinze jours à compter de la réception du présent rapport. La signature de l'arrêté de mise en demeure interviendra à l'issue de ce délai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : MMRI n° 3

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 4 et 5
Thème(s) : Risques accidentels, MMRI n°3
Prescription contrôlée : L'article 4 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 dispos que : Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité. L'article 5 de l'arrêté ministériel du 29/09/2005 dispos que : L'adéquation entre la cinétique de mise en oeuvre des mesures de sécurité mises en place ou prévues et la cinétique de chaque scénario pouvant mener à un accident doit être justifiée. Cette adéquation est vérifiée périodiquement, notamment à travers des tests d'équipements, des procédures et des exercices des plans d'urgence internes.
Constats : Périmètre de fonctionnement de la MMRI n°3 L'inspection a examiné la MMRI n°3, à partir de la fiche de suivi présentée par l'exploitant et du dernier test de la chaîne MMRI réalisé le 17 juin 2025. L'analyse a porté sur son dimensionnement et sa testabilité. Il ressort de cet examen que l'exploitant n'a pas correctement identifié le périmètre ni le dimensionnement de la MMRI n°3. La fonction de sécurité associée à la MMRI n°3 consiste, en cas de détection de gaz (CH ₄) révélatrice d'une fuite d'hydrocarbure au niveau du poste de déchargement camion, à interrompre le déchargement par l'arrêt de la pompe de déchargement. Or, l'exploitant identifie comme actionneur de la MMRI n°3 la fermeture des vannes situées en entrée de champ de pétrole. Pour le scénario de fuite de tuyauterie au niveau de l'aire de déchargement, la fermeture de ces vannes ne permet pas de stopper la fuite. Seul l'arrêt de la pompe de déchargement utilisée permet d'interrompre l'alimentation de la fuite et de circonscrire le scénario dans les conditions retenues dans l'étude de dangers. Ainsi, le périmètre des équipements constituant la MMRI n°3 (détecteurs, unité de traitement et actionneur assurant la fonction de sécurité) n'est pas correctement identifié. Dimensionnement de la MMR et justification du scénario résiduel Les éléments de dimensionnement de la MMRI n°3 sont présentés dans l'étude de dangers version C (007084-101-DE001-C).

Selon cette étude, la fonction de sécurité repose sur :

- un temps de détection maximal de 2 minutes ;
- un temps d'action de mise en sécurité de 5 secondes.

Ce dimensionnement vise à garantir que les effets associés au scénario résiduel demeurent contenus à l'intérieur des limites du site. L'action de mise en sécurité doit intervenir dans un délai maximal de 5 secondes, afin de stopper l'alimentation de la fuite. La durée maximale de fuite retenue dans l'étude de dangers est de 2 minutes, correspondant au temps maximal de détection. Pour un débit de pompe de 30 m³/h, la quantité relâchée est de 1 m³ de brut, conduisant à la formation d'une nappe d'environ 100 m² (épaisseur d'environ 1 cm), en substitution d'un scénario de feu de nappe initialement dimensionné à 184 m².

En séance, l'exploitant a confirmé que le déchargement camion est réalisé à l'aide d'une seule pompe fonctionnant à 30 m³/h (utilisation d'un seul poste de déchargement à la fois), cohérent avec les hypothèses retenues dans l'étude de dangers.

Toutefois, l'inspection constate que dans la dernière mise à jour de l'étude de dangers :

- les éléments relatifs au dimensionnement des scénarios brut et résiduel ne sont plus explicitement présentés ;
- la correspondance entre les hypothèses de modélisation, les scénarios étudiés et les distances d'effets n'apparaît pas clairement ;
- la cartographie des effets par scénario n'est pas explicitement présentée.

Ces éléments ne permettent pas de vérifier la cohérence entre les hypothèses de modélisation retenues et les distances d'effets présentées dans la dernière mise à jour de l'étude de dangers.

Procédure de test de la MMR n° 3

Dans la fiche de suivi de la MMR n°3 présentée en séance, l'exploitant n'identifie pas les exigences de performance associées à cette MMR, notamment les exigences relatives aux temps de détection et de réponse définies dans l'étude de dangers.

Par ailleurs, l'exploitant indique qu'un test annuel est réalisé. Ce test porte sur la fermeture des vannes situées en entrée de champ, laquelle entraîne ensuite l'arrêt des pompes de déchargement.

Le dernier relevé de test indique que la fermeture des vannes d'entrée de champ est réalisée en 28 secondes, alors que l'étude de dangers fixe une exigence de temps d'action de 5 secondes.

En outre, le test réalisé ne permet pas de vérifier explicitement le respect de la fonction de sécurité attendue de la MMR, à savoir l'arrêt de la pompe de déchargement sur détection.

Par ailleurs, l'exploitant ne procède pas à une évaluation du résultat du test au regard des exigences définies dans l'étude de dangers et ne conclut pas sur la validité du test réalisé. Lors de l'inspection, cette non-conformité n'a pas été identifiée par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1 :

L'exploitant redéfinit le périmètre de la MMRi n°3 afin d'assurer la fonction de sécurité requise, consistant à interrompre le déchargement camion par l'arrêt de la pompe de déchargement sur détection de vapeurs d'huile.

Demande n° 2 :

L'exploitant complète la fiche de vie de la MMRI n°3 en y précisant les exigences dimensionnantes associées à cette mesure, notamment :

- les temps de détection et de réponse attendus ;
- les équipements participant à la chaîne de sécurité (détecteurs, unité de traitement, actionneurs) ;
- les hypothèses de dimensionnement du scénario résiduel retenues dans l'étude de dangers.

Demande n° 3 :

L'exploitant met en place une procédure de test de la MMRI n°3 permettant :

- de vérifier le temps de réponse complet de la chaîne de sécurité, depuis la détection jusqu'à l'action de mise en sécurité ;
- de comparer les résultats des tests aux exigences définies dans l'étude de dangers ;
- de statuer explicitement sur la validité du fonctionnement de la MMR au regard de ces exigences.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Notice de réexamen EDD et mise à jour de l'EDD du 20/09/24

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.2 et 7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen EDD

Prescription contrôlée :

L'article 7.2 de l'arrêté du 26/05/2014 dispose que :

Analyse de risques

L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.

Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise.

Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.

L'article 7.3 de l'arrêté du 26/05/2014 dispose que :

Elaboration de l'étude de dangers en fonction des conclusions de l'analyse de risques.

L'étude de dangers que l'exploitant remet à l'administration contient les principaux éléments de l'analyse de risques, sans la reproduire. L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique. Elle justifie (à partir d'éléments techniques ou par démonstration d'un coût disproportionné par rapport aux bénéfices attendus) les éventuels écarts par rapport aux référentiels professionnels de bonnes pratiques reconnus, lorsque ces derniers existent ou, à défaut, par rapport aux informations disponibles sur les meilleures pratiques. Elle contient par ailleurs a minima les informations prévues à l'annexe III.

Constats :

L'inspection a examiné les éléments relatifs au dimensionnement des scénarios accidentels figurant dans la dernière version de l'étude de dangers.

Il est constaté dans cette version une incohérence entre la note de calcul et les distances d'effets associées au scénario S 7-1.

Par ailleurs, la dernière note de présentation des calculs des zones d'effets ne présente pas les résultats de modélisation par scénario, ce qui ne permet pas d'identifier clairement les hypothèses retenues pour chacun des scénarios étudiés ni d'établir la correspondance entre les hypothèses de calcul et les distances d'effets présentées dans l'étude de dangers.

Ces éléments ne permettent pas de vérifier de manière satisfaisante la cohérence entre les hypothèses de modélisation retenues et les distances d'effets présentées dans l'étude de dangers. S'agissant des conditions d'exploitation du poste de déchargement camion, l'exploitant précise en séance que :

- deux opérations de déchargement sont réalisées quotidiennement (une le matin et une l'après-midi) ;
- un seul camion, d'une capacité de 33 m³, est utilisé pour cette opération ;
- le camion est chargé au maximum à 25 m³, conformément aux exigences d'acceptation du site ;
- la capacité de rétention du poste de déchargement est de 46 m³.

Au regard de ces éléments, les conditions d'exploitation présentées apparaissent globalement cohérentes avec les hypothèses de dimensionnement retenues dans l'étude de dangers, notamment en ce qui concerne les volumes susceptibles d'être impliqués lors des opérations de déchargement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°4 :

Il convient que l'exploitant mette à jour l'étude de dangers afin de :

- corriger les incohérences identifiées entre les notes de calcul et les distances d'effets associées au scénario S 7-1 ;
- présenter de manière explicite les résultats des modélisations pour chacun des scénarios étudiés ;
- préciser les hypothèses de modélisation retenues et leur correspondance avec les distances d'effets présentées ;

- faire apparaître clairement la cartographie des effets associée à chaque scénario.

Cette mise à jour devra permettre de vérifier la cohérence entre les hypothèses de modélisation retenues et les distances d'effets présentées dans l'étude de dangers, au regard des conditions d'exploitation de l'installation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois